

LE DEVOIR

VOL. XC - N° 264 • LE VENDREDI 19 NOVEMBRE 1999

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$



TOURISME
LE BONHEUR EST DANS LA BASTIDE... LOUÉE
PAGE B 4

CINÉMA
FELICIA'S JOURNEY S'INSTALLE À MONTRÉAL
PAGE B 10



POLITIQUE
AFFICHAGE: QUÉBEC EN APPELLE DU JUGEMENT CÔTÉ
PAGE A 4



BORIS ELTSINE a lâché du lest sur la Tchétchénie, entrouvrant la porte à une solution politique. Sous le feu des critiques de l'OSCE, réunie à Istanbul, il a accepté hier de faire des compromis et d'autoriser le chef de l'organisation à se rendre dans la république indépendantiste. N'empêche, les troupes russes continuaient hier d'avancer sur Grozny, affirmant maintenant contrôler la moitié du territoire de la Tchétchénie. Pendant ce temps, la haut-commissaire de l'ONU chargée des réfugiés, Sadako Ogata (photo de gauche), effectuait une visite éclair en Ingouchie, où se sont réfugiés des milliers de Tchétchènes dans des conditions de misère. Lire nos informations en page B 7.

PERSPECTIVES

Les enfants aux urnes

Souvenez-vous des élections d'un délégué de classe lorsque vous étiez au niveau secondaire. Rappelez-vous à quel point cette expérience vous avait aidé à mieux comprendre les rouages du système électoral. Imaginez maintenant ce concept, appliqué d'un océan à l'autre, avec des milliers d'électeurs. Leur âge serait d'au plus 17 ans et ils auraient à choisir entre dix éminents candidats. Mais de là à crier à l'endoctrinement... (Lire autres informations en page A 3.)

Après dix années de vives discussions à travers le globe, les Nations unies adoptaient, le 20 novembre 1989, la Convention relative aux droits de l'enfant. Ce traité serait, selon l'UNICEF, celui qui a été le plus rapidement et le plus largement ratifié dans l'histoire.

Une décennie plus tard, l'organisme des Nations unies ne se borne évidemment pas à distribuer des petites boîtes oranges pour l'Halloween. Elle a également approché le Directeur général des élections du Canada (DGEC) au printemps dernier pour qu'il organise la première élection nationale sur les droits des jeunes. «Nous avons constaté, à l'élection de 1997, explique Pierre Blain, relationniste pour le DGEC, que seulement 50 % des jeunes de 18 à 25 ans s'étaient déplacés pour voter. C'est très peu! C'est une des raisons principales qui nous ont incités à embarquer.»

Depuis lundi et jusqu'à aujourd'hui, tous les étudiants de moins de 18 ans qui sont inscrits dans un établissement scolaire ayant volontairement adhéré au programme doivent déposer leur bulletin de vote dans une des urnes prévues à cet effet. Qui dit élection dit candidat, et celle-ci ne fait pas exception à la règle. Les jeunes doivent choisir lequel des dix droits qui résument la convention est, à leurs yeux, le plus important: la culture, l'éducation,



François Cardinal

VOIR PAGE A 10: ENFANTS

MÉTÉO

Montréal
Nuageux avec éclaircies.
Max: 8 Min: 0

Québec
Nuageux.
Max: 1 Min: -9

Détails, page B 3

INDEX

Annonces B 6 Montréal..... A 5
Avis publics..... A 4 Plaisirs..... B 1
Culture B 9 Politique A 4
Cinéma B 10 Les sports B 6
Éditorial A 8 Mots croisés.. B 6
Le monde B 7 Télévision..... B 9

www.ledevoir.com

La banlieue consent à payer sa part à Montréal

Un accord de partage fiscal est conclu en matière d'équipements, d'activités et de services

MARIO CLOUTIER
KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Après des années de farouche résistance, la banlieue métropolitaine consent à partager le coût d'équipements, d'activités et de services régionaux actuellement assumé en quasi-totalité par la Ville de Montréal. Du coup, c'est le vieux dossier de l'équité régionale qui pourrait être réglé de façon consensuelle.

«On a un accord de principe par lequel il y a reconnaissance de la fonction de centralité de Montréal», a confirmé hier au Devoir le conseiller municipal montréalais Pierre-Yves Melançon, responsable des affaires métropolitaines auprès du maire Pierre Bourque.

Cette entente est intervenue jeudi dernier entre des représentants des couronnes nord et sud, de la banlieue de l'île de Montréal ainsi que des villes de Longueuil, Laval et Montréal dans le cadre des actuelles négociations entre Québec et le monde municipal pour la signature d'un pacte fiscal. La fiscalité d'agglomération apparaît comme un des chapitres de la proposition de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) discutée avec le gouvernement.

En moins de quatre heures, les nouveaux partenaires qui se livraient jusque-là des batailles aux allures fratricides ont convenu de la pertinence de partager la responsabilité d'équipements suprarégionaux, d'activités liées au développement économique et touristique ainsi que de services municipaux

de nature métropolitaine. Cet accord représenterait une solution «simple, réaliste et logique», selon les participants.

De façon précise, les banlieusards pourraient être amenés à payer pour le fonctionnement du Jardin botanique et du Biodôme, par exemple. Ils pourraient également contribuer au financement de l'organisme Montréal international, qui fait entre autres de la prospection. La facture du maintien de services municipaux comme la prévention des incendies à Montréal pourrait aussi être étendue à travers toute la région.

Aucune modalité n'a toutefois été négociée, aucun chiffre n'a été avancé. Ainsi la démonstration de la nécessité d'une mise en commun reste-t-elle à faire.

VOIR PAGE A 10: BANLIEUE

Réduction des impôts

La classe moyenne d'abord

ROBERT DUTRISAC
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

À l'issue de la consultation sur la réduction de l'impôt des particuliers, le vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, Bernard Landry, a rejeté les scénarios extrêmes parmi les cinq scénarios étudiés, le premier qui permettait à ceux qui ne payaient pas d'impôt d'augmenter leurs revenus et le dernier qui favorisait nettement les très hauts salaires. Le ministre favorise donc des baisses d'impôts dont bénéficiera l'ensemble de la classe moyenne.

«Disons que les extrêmes sont moins forts que le centre», a indiqué M. Landry au cours d'un point de presse. Quelques heures plus tard, à la sortie de l'Assemblée nationale, il allait plus loin en précisant: «Pour aider les familles, il y a d'autres moyens que les baisses d'impôts.»

VOIR PAGE A 10: IMPÔTS

Esclaves des maîtres

La CEQ boycotte les activités parascolaires: «catastrophique»

Les enseignants syndiqués à la CEQ boycottent les sorties éducatives depuis le début de l'année scolaire. Quelques exemples de ce que cela a comme effets, concrets, du côté des cimaises et des tréteaux.

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Si c'était un conte, il y serait question d'enfants dévorés par un ogre. Si c'était un film, ça ressemblerait à *Halloween*, disons le numéro sept de la série, disons le pire. Si c'était une pièce, elle serait retirée de l'affiche au lendemain de la première, un point c'est tout.

«C'est rien de moins que catastrophique», résume autrement le marionnettiste André Laliberté, directeur du Théâtre de l'Œil, pourtant habitué aux monstres, aux fantômes et aux histoires d'horreur. Il parle bien sûr des effets du boycottage des activités parascolaires (ou pédagogiques, selon le point de vue), appliqué depuis septembre, par les membres de la CEQ. Les enseignants renégocient leur

VOIR PAGE A 10: MAÎTRES

Moins de vingt représentations pour *Le Jardin de Babel* et un déficit attendu de quelques dizaines de milliers de dollars.



Paul Bowles: on lui a proposé un prêtre, il a accepté.

Paul Bowles s'éteint à 88 ans

ABDELHAKIM YAMANI
ASSOCIATED PRESS

Tanger — L'écrivain et compositeur américain Paul Bowles, auteur du best-seller *Un thé au Sahara*, est mort hier à Tanger (Maroc) où il vivait depuis plus d'un demi-siècle. Il avait 88 ans.

Un thé au Sahara (*The Sheltering Sky*, 1949), son premier livre, figure sur la liste des 100 meilleurs ouvrages du siècle en langue anglaise établie par l'éditeur américain Modern Library. Il a été porté à l'écran en 1990 par le cinéaste italien Bernardo Bertolucci avec, dans les rôles principaux, John Malkovich et Debra Winger.

Ce roman, qui constitue l'œuvre maîtresse de Bowles, raconte les errances nord-africaines de jeunes Américains confrontés à une culture et à un désert qu'ils ne comprennent pas.

Dans son œuvre littéraire, qui mêle fiction et autobiographie, figurent également *La Maison de l'araignée* (1955), *Mémoires*

VOIR PAGE A 10: BOWLES

IDÉES

Non à l'université Legault

■ À lire en page A 9



Guy Rocher

ROBERT LALONDE

DES NOUVELLES D'AMIS TRÈS CHERS

Neuf textes qui constituent autant d'hommages à des auteurs admirés, du «piratage par amour».

164 PAGES • 19,95 \$

Boréal
Qui m'aime me lise

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

BOWLES

SUITE DE LA PAGE 1

d'un nomade, les recueils de nouvelles *Réveillon à Tanger* et *Le Scorpion*, ainsi que des récits de voyage tels que *Leurs mains sont bleues* (1963). Plus récemment, il avait écrit *Des airs du temps* (1982).

Paul Bowles, né à New York en décembre 1910, a été l'intime de Jean Genet, de Tennessee Williams et d'écrivains de la Beat Generation comme William Burroughs ou Allen Ginsberg. Truman Capote était venu lui rendre visite à Tanger.

Pendant ses longues années au Maroc, Paul Bowles a également traduit l'écrivain Mohammed Choukri et le conteur Mohammed Mrabet (*Le Citron*, *Le Café de la plage*), ce qui lui valut une profonde admiration dans sa patrie d'adoption.

Avant d'être écrivain, Paul Bowles était aussi musicien et compositeur, commençant dès son plus jeune âge une carrière impressionnante. Il étudia la musique avec le compositeur américain Aaron Copland et travailla avec les plus grands, dont Leonard Bernstein. Il composa des ballets, de la musique de film et un opéra (*The Wind Remains*).

Bowles est décédé en fin de matinée d'un infarctus à l'hôpital italien de Tanger. Pratiquement aveugle, il avait été hospitalisé le 7 novembre pour des problèmes cardiaques aggravés par une maladie de la prostate. Veuf depuis 1973, il a été assisté jusqu'à ses derniers instants par son majordome marocain, Abdelouahed Boulaich, à son service depuis trente ans.

Sor Clemente, franciscaine et directrice de l'hôpital italien, a raconté les derniers instants de l'écrivain. Il était fatigué, a bu un café au lait, car il ne pouvait avaler que du liquide. On lui a proposé un prêtre, le pasteur anglican de Saint Angels of Tanger, ce qu'il a accepté bien que non-croyant. Il est resté conscient jusqu'au dernier soupir.

Sa dépouille a été transférée de l'hôpital italien jusqu'à la morgue de l'hôpital du Duc de Tovar, en présence de quelques-uns de ses proches. Paul Bowles avait dans les derniers jours de sa vie refusé les visites et coups de téléphone, a précisé la directrice de l'hôpital.

Paul Bowles devrait être incinéré en Espagne dans les prochains jours, et ses cendres être rapatriées à Lake Mont, son village natal dans le nord de l'État de New York.

EN BREF

Compressions de 900 millions en Ontario

Toronto (PC) — Le gouvernement ontarien a annoncé hier une série de compressions budgétaires totalisant 900 millions de dollars, réparties au cours des deux prochaines années. Les réductions de coûts annoncées hier par le président du Conseil de gestion du gouvernement, Chris Hodgson, font partie d'un train de mesures visant à offrir un budget équilibré l'an prochain. Le gouvernement de Mike Harris demandera au secteur privé de l'aider à administrer les centres de détention et à développer son programme disciplinaire destiné aux jeunes contrevenants, ce qui permettrait d'épargner 310 millions. Des réductions sont également prévues pour les subventions accordées à neuf organismes culturels, dont le Musée des beaux-arts de l'Ontario, le Centre des sciences de l'Ontario, le Musée royal de l'Ontario et le Royal Botanical Gardens.

Rectificatif

Veillez noter que l'activité de lecture de contes «Je veille au Salon» du Salon du livre de Montréal a lieu ce soir à 21h à la Place Bonaventure. Elle n'avait donc pas lieu hier soir comme nous l'avions mentionné dans notre livraison d'hier. Nos excuses.



S.V.P. Assurez-vous de recycler ce papier journal.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333.

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

BANLIEUE

SUITE DE LA PAGE 1

D'ici là, le Grand Montréal demande au gouvernement un délai de trois à six mois pour s'entendre sur les détails. Les pourparlers se dérouleront sous la surveillance gouvernementale et, surtout, avec une clause d'obligation de résultats. Ainsi, si les municipalités devaient échouer, le gouvernement pourrait trancher et imposer par législation une fiscalité d'agglomération.

«C'est important d'essayer de s'entendre localement plutôt que de se faire imposer quoi que ce soit. Maintenant, comment les municipalités vont réagir à terme, je ne peux rien en dire», a affirmé Pierre-Yves Melançon.

Chose certaine, il s'agit d'un revirement important chez les municipalités voisines de Montréal. Il y a un mois à peine, des maires de la couronne nord de Montréal — Repentigny, Deux-Montagnes, Lachenaie, Mirabel et Rosemère — martelaient leur refus de payer pour Montréal, soulignant que le problème fiscal ne relevait que de l'île de Montréal.

«Il y a deux semaines, je n'aurais pas été en mesure de prendre cette position», a avoué le maire de Rosemère, Yvan Deschênes, pour décrire son changement de cap, «et je l'ai validée auprès de mes commettants. Il y a maintenant un contexte, un climat, une évolution. [...] L'arrivée de Guy Coulombe comme directeur général de la Ville de Montréal y est également pour quelque chose.»

Bardé de sa réputation de gestionnaire de première classe, M. Coulombe inspire vraisemblablement confiance aux élus de la région qui critiquent depuis plusieurs années la gestion de la ville centrale. Le haut fonctionnaire

était d'ailleurs présent à la réunion.

«C'est la concrétisation de ce que demandait Montréal depuis des lustres. Le volet de la fiscalité d'agglomération est toutefois conditionnel à la signature d'un pacte fiscal. [...] Dans un premier temps, cette entente va permettre de faire de la fiscalité d'agglomération sans la mise en place d'une superstructure lourde, comme le souhaite le ministre des Affaires municipales, Louise Harel», a soutenu le président de l'UMQ, Mario Laframboise.

Le mouvement remarqué au sein des couronnes métropolitaines réjouit le président de l'Union des municipalités de banlieue de l'île de Montréal (UMBM), Georges Bossé, qui y voit un signe que tous les intervenants comprennent maintenant «qu'on ne vit pas en vase clos».

«Il y avait une équité additionnelle à assumer dans le Grand Montréal, et là, on sort enfin du cadre de l'île. On est en train de construire une région», a affirmé M. Bossé.

Ce revirement assure une valeur ajoutée à la proposition de l'UMQ, qui consiste à transférer le financement du transport scolaire entre les mains des commissions scolaires qui pourront hausser leur taux de taxe jusqu'à un plafond de 50 ¢ par tranche de 100 \$ d'évaluation. En contrepartie, l'UMQ entend diminuer globalement les taxes municipales de 10 % en quatre ans.

C'est la marge de manœuvre dégageée par cette baisse du fardeau fiscal qui pourrait amener les villes de banlieue à contribuer financièrement aux responsabilités dites régionales de la ville centrale. C'est vrai pour Montréal, mais le modèle pourrait être appliqué à l'ensemble des villes centres (Hull, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières et Chicoutimi) ainsi qu'aux 28 plus petites agglomérations urbaines de la province comme Rimouski, Drummondville et Saint-Jérôme. L'accord montréalais n'est donc ni plus ni moins qu'un

exercice devant démontrer au gouvernement la bonne foi des autorités locales face à la nécessité d'équilibrer la fiscalité régionale.

Il restera à savoir si cette carte pourrait s'avérer déterminante dans le dernier droit des négociations entre le gouvernement et les unions municipales sur un nouveau pacte fiscal municipal. Des discussions intensives s'amorcent ce matin. Lundi, le premier ministre Lucien Bouchard a prévu de rencontrer l'UMQ et la Fédération québécoise des municipalités (FQM), cette dernière souhaitant que le transport scolaire échoie aux municipalités régionales de comté (MRC).

Si un consensus semble se dessiner entre l'UMQ et le gouvernement, les trois prochains jours seront toutefois cruciaux puisqu'une enveloppe de 50 millions sur les 356 millions d'origine reste encore à régler. Ce neud provient de l'effet pervers pour les régions éloignées que provoquerait le déplaçonnement du taux de la taxe scolaire.

L'UMQ propose que chaque commission scolaire fasse payer le coût réel du transport scolaire aux contribuables, faisant ainsi varier le taux de taxe entre 35 ¢ et 50 ¢ par tranche de 100 \$ d'évaluation. Concrètement, cela pourrait signifier que les citoyens de l'Abitibi ou de la Gaspésie, où les enfants ont parfois jusqu'à 20 ou 25 kilomètres à faire en autobus pour se rendre à l'école, subiraient les plus importantes augmentations comparativement aux citoyens des villes, où les distances sont courtes.

Québec cherche donc à introduire dans l'entente une formule de péréquation qui alourdit l'effort fiscal des villes, estime l'UMQ. «Notre proposition ne vise pas à assommer les régions du Québec. Mais il y a une réalité, rappelle Mario Laframboise, c'est que l'effort fiscal est plus élevé dans les milieux urbanisés.»

IMPÔTS

SUITE DE LA PAGE 1

Des trois scénarios qui restent parmi ceux que le ministre Landry a présentés pour aiguiller la consultation publique, les scénarios deux et trois prévoient des baisses d'impôts pour la classe moyenne tout en étant plus généreux envers les familles. Moins progressif que les deux autres, le quatrième scénario, celui qui semble préconiser M. Landry, comprend des baisses d'impôts pour l'ensemble de la classe moyenne mais sans réduction particulière pour les familles.

Au cours de dix séances et d'un colloque où des experts se sont exprimés, 43 groupes ont pu se faire entendre lors de cette vaste consultation sur la réduction des impôts des particuliers. À une extrémité du spectre, des associations comme le Conseil du patronat et la Fédération des médecins spécialistes ont opté pour le cinquième scénario, qui prévoit un taux uniforme de taxation de 20 % quels que soient les revenus des individus. À l'opposé, des organismes de défense des plus démunis, comme le

Front commun des personnes assistées sociales du Québec, ont dénoncé le fait qu'aucun des scénarios présentés par le ministre Landry ne venait augmenter les revenus des plus pauvres, accentuant, tous sans exception, les inégalités sociales.

En faisant le bilan de la consultation, M. Landry a déploré que la commission ne pourra pas présenter un rapport commun, l'opposition officielle, la députée Monique Jérôme-Forget en tête, préférant signifier sa dissonance. «Globalement, ce pari démocratique, il est gagné», a dit M. Landry, soulignant que «les groupes les plus revendicateurs de notre société» ont présenté leur point de vue. «C'est la première fois, je crois, même si j'ai une longue expérience parlementaire, que je participe à une commission parlementaire si élaborée et si diversifiée», a-t-il dit.

De son côté, Mme Jérôme-Forget, en traçant son propre bilan, a dénoncé le caractère «réducteur» de la consultation et blâmé le ministre Landry pour n'avoir pas dévoilé d'entrée de jeu ses évaluations des surplus que prévoit d'engranger l'État québécois au cours des cinq prochaines années. «On a plutôt pris un discours réducteur, on a parlé d'une camisole de force il y a quelque temps. Moi, j'ai parlé d'un carcan où les chiffres, on ne les avait pas», a dit la députée.

ENFANTS

SUITE DE LA PAGE 1

la famille, la liberté d'opinion, le nom et la nationalité, la non-discrimination, la nourriture et un abri, la protection, le repos et le jeu ou la santé.

Cette initiative a fait bondir la critique de l'opposition officielle en matière de famille et d'enfant à la Chambre des communes, le député réformiste Eric Lowther. «Que les parents contribuables le veuillent ou non, ces élections vont endoctriner les enfants canadiens à l'égard de leurs droits, par le truchement d'un document des Nations unies qui n'a jamais fait l'objet d'un débat public.»

À ces critiques, le relationniste du DGEC répond qu'il travaille pour un organisme non partisan qui n'a aucun agenda politique. «On ne relève pas du gouvernement, on relève du Parlement», se défend-il. Le directeur général d'UNICEF Québec, Marquis Giguère, a quant à lui répondu qu'il «faudrait qu'on [lui] définisse de quelle façon ces élections pourraient être utilisées de façon politique. L'élection est un exercice d'éducation, tout simplement.»

M. Lowther a également poussé les hauts cris, pourfendant le fait que cet événement semblait être «une tentative de convaincre nos enfants que le gouvernement est toujours l'ultime parent de nos jeunes». Ceci est faux, selon M. Giguère. «Le rôle de la famille est clairement établi dans la Conven-

tion. Le traité ne cherche pas à diminuer le rôle des parents, mais plutôt à reconnaître les droits des enfants à travers le monde.» L'initiative n'a donc pas une visée anti-familiale, selon l'UNICEF. Son objectif est plutôt de donner aux jeunes la possibilité d'en apprendre davantage sur leurs droits et de les familiariser avec la procédure électorale et les modalités de vote.

Pour leur permettre de bien assimiler ces concepts, plusieurs activités pédagogiques ont été organisées par le directeur de l'élection de chaque établissement participant recruté au sein du corps professoral. Des discussions ont eu lieu sur les différents droits, la difficulté de les protéger, le lien entre devoirs et droits, etc. Des entrevues, des recherches et des sketches ont été présentés par les élèves.

À ceux qui pourraient prétendre que ces jeunes le sont justement un peu trop, M. Blain répond qu'une telle élection a déjà eu lieu dans cinq pays, notamment au Belize, en Bosnie-Herzégovine et en Colombie. Dans l'ensemble, les taux de participation y ont été très satisfaisants.

Pour ce qui est de l'élection canadienne, plus de 2000 écoles ont levé la main pour participer, ce qui représente 12 % des établissements d'enseignement au Canada. Au Québec, la participation a été beaucoup plus faible, nous confirme M. Blain. «On présume que la grève des professeurs est en partie responsable.» Il y a tout de même plus de 5 % des écoles au Québec qui ont répondu à l'invitation.

Mais puisque les droits inscrits dans la Convention ont la même importance et sont interdépendants, comme le

souligne le DGEC sur son site Web, pourquoi voter pour un seul droit? «Pour profiter d'un droit, il faut souvent que certains autres soient respectés, peut-on lire. L'élection n'est pas une compétition entre droits. S'il est vrai que l'un d'eux recueillera plus de votes que les autres, il reste qu'il n'y aura pas de "perdants": tous les droits de la Convention vont rester en vigueur. En votant pour un seul droit, les jeunes s'exerceront à prendre une décision importante et réfléchie sur des questions qui les concernent.»

L'argent qui sera dépensé pour une telle activité sortira directement de l'enveloppe budgétaire annuelle du DGEC puisque, comme le rappelle M. Blain, l'organisation de telles élections fait partie de son mandat. «Il est de notre ressort de développer des programmes d'éducation publics. Ceux-ci doivent viser certains groupes qui votent en moins grand nombre, comme les nations autochtones ou, en l'occurrence, les jeunes.»

Les résultats du scrutin seront dévoilés sur le site Internet du DGEC à partir de 16h aujourd'hui. Les données qui émergeront d'une telle activité seront intéressantes à plusieurs égards puisqu'elles permettront d'une part de tracer un portrait actuel des priorités des jeunes, mais qu'elles fourniront également au DGEC des renseignements intéressants sur l'utilisation d'Internet lors d'une élection. «C'est la première fois que nous utilisons Internet d'une telle façon. On présume que l'on aura plusieurs leçons à tirer de ça. Peut-être pourra-t-on même appliquer ces leçons pour les prochaines élections fédérales.»

MAÎTRES «Ce moyen de pression affecte encore davantage les plus démunis»

SUITE DE LA PAGE 1

convention collective avec l'État. Les enseignants croient que le gouvernement sous-estime leur charge de travail. Les enseignants ont donc décidé de ne plus participer aux activités parascolaires. Et, depuis, les élèves ne vont donc plus voir les spectacles du Théâtre de l'Œil. Ou beaucoup moins, en tout cas.

Il y a deux semaines, André Laliberté assistait à la conférence de presse d'une coalition d'associations artistiques, dont le Conseil québécois du théâtre, formée pour demander à la CEQ de cesser son boycottage et au gouvernement de se préparer à dédommager les compagnies, les artistes et les artisans touchés par la grève du zèle des prolos du tableau. Au total, environ 1500 des quelque 3500 représentations de théâtre ou de musique prévues en 1999-2000 sont menacées d'annulation. Plus de 700 personnes subissent des pertes de revenus dans un secteur déjà très pauvre.

D'accord, mais concrètement, ça veut dire quoi? Reprenons avec le Théâtre de l'Œil. Cette saison, le spectacle *Le Porteur* devait jouer environ 25 fois dans le cadre d'une tournée de la série «Jouer dans l'île»; la tournée a finalement été réduite à une dizaine de sorties. Le nouveau spectacle *Le Jardin de Babel* connaîtra moins de vingt représentations, essentiellement durant les fins de semaine, au lieu de la trentaine prévue. La compagnie évalue les pertes salariales à environ 1500 \$ par artiste, qui gagne évidemment moins qu'un enseignant. Le directeur Laliberté lui-même a dû réduire son salaire. Et le déficit appréhendé de quelques dizaines de milliers de dollars sera très long à résorber.

Le Théâtre Denise-Pelletier (TDP), spécialisé dans la présentation de classiques pour les ados, se dirige vers un manque à gagner d'au moins un quart de million à ses guichets. Le gouffre pourrait même friser 40 % des quelque 740 000 \$ budgétés. La Maison Théâtre, le TNM des plus petits, fonce tête baissée vers une catastrophe semblable. Le spectacle *Tit-Coq*, présenté en ouverture de saison du TDP, dans l'est de Montréal, n'a finalement connu que 16 des 20 ou même 22 matinées scolaires escomptées. Certains jours, la grande salle de quelque 900 fauteuils

n'accueillait que 150 jeunes. Là encore, chaque comédien a perdu environ 1500 \$ de cachet. Au total, cette saison, si la pression de la CEQ se maintient, les employés du TDP vont perdre 100 000 beaux gros dollars.

Le directeur Pierre Rousseau prépare déjà sa prochaine saison, défaitaire évidemment. «On n'aura pas de Lorenzaccio à 24 personnages, dit-il. Je pense à des pièces à huit ou neuf, ou alors à retrancher des rôles dans certains classiques.» Imaginons la moitié des *Belles-Sœurs*, avec la moitié des répliques... Au secours!

On continue? L'Union des écrivains québécois (UNEQ) n'a pas de bilan concret à fournir. «Mais les effets me semblent évidents sur la tournée des écrivains dans les écoles», juge Lorraine Tardif, responsable des programmes de tournée à l'UNEQ. Elle explique qu'à la mi-octobre, certains écrivains habituellement très en demande n'avaient toujours pas bourré leur agenda. «Mais cela me semble surtout vrai à Québec ou au Saguenay, par exemple. À Montréal, le mot d'ordre semble moins suivi.»

«J'ai mangé cet automne parce que des établissements en dehors du système scolaire public ont fait appel à mes services», confie Andrée Racine. Avec la petite compagnie La Belle Mentuse, elle organise des activités et des spectacles littéraires pour les enfants depuis une quinzaine d'années. «J'ai aussi pu me débrouiller grâce à mes autres contacts, dans les bibliothèques par exemple.»

L'effet a été mesuré dès le Salon du livre du Saguenay, en septembre. Plus de 4000 élèves ne se sont pas pointés à la foire du bouquin. La semaine prochaine, ce sera au tour du Salon du livre de Montréal de mesurer les pertes, probablement en dizaines de milliers de visiteurs.

Les musées forment une autre belle cohorte de victimes. La Société des musées québécois a même été un des premiers organismes à réagir à l'annonce du boycottage des activités parascolaires, dès la mi-septembre. La présidente de la SMQ a vite écrit à son homologue de la CEQ. La lettre convenait des problèmes mais critiquait les moyens employés par la centrale.

Un sondage mené à peu près en même temps montre que 150 musées pourraient perdre plus de 220 000 visiteurs et environ un demi-million de dollars d'ici juin 2000. Une nouvelle enquête interne est en cours depuis une se-

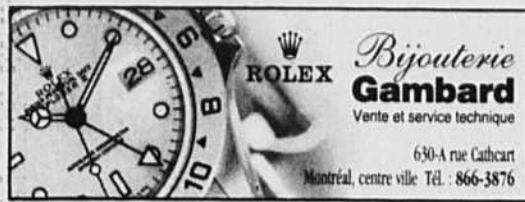
maine pour refaire le point. Les résultats préliminaires révèlent que certains musées ont commencé à mettre à pied des éducateurs et des guides. D'autres tentent d'offrir davantage d'activités pédagogiques le week-end.

Le Musée Pointe-à-Callière déplore également une chute de fréquentation et donc de revenus: une baisse de 78 % du nombre des élèves des niveaux primaire et secondaire depuis septembre; une prévision de 110 000 \$ de perte si le boycottage continue. «C'est triste, mais franchement, au point où on en est, on espère surtout récupérer la clientèle après la crise», dit Thomas Piché, directeur des communications et du marketing de l'établissement du Vieux-Montréal. «Il faut beaucoup d'efforts pendant des années pour fidéliser une clientèle, et tout peut s'effondrer très vite.»

Ce problème est évoqué par à peu près toutes les personnes interviewées au cours des derniers jours. «On va devoir remonter la courbe», dit Hélène Pagé. «Il va falloir tout recommencer, ou presque», ajoute une représentante du milieu du théâtre.

Tous pleurent aussi en pensant aux jeunes qui ne verront pas leur spectacle ou leur expo. «L'école est le lieu le plus démocratique d'accès à la culture», commente encore Hélène Pagé, présidente de la SMQ. «Les enfants de familles privilégiées vont peut-être se pointer au musée le week-end. Ceux des familles défavorisées ne le feront pas. Ce moyen de pression affecte encore plus les plus démunis.» Andrée Racine en ajoute: «Est-ce que quelqu'un va se lever et parler assez fort pour faire entendre raison au gouvernement ou aux profs. L'argent est un très mauvais maître, surtout quand il est question des enfants, de l'avenir des enfants.»

Justement. Si les effets de cette mesure sont si importants, si les pertes envisagées totalisent des centaines et des centaines de milliers de dollars et touchent des centaines d'adultes, des dizaines de milliers d'enfants, pourquoi le milieu culturel ne réagit-il pas plus fermement? Sans vouloir être identifiés, certains gros bonnets du milieu avouent ne pas vouloir froisser les profs qui reviendront un de ces jours au théâtre ou au musée. «Mais là, on en a vraiment plein le dos», conclut une de ces grosses têtes, plongée en plein cachemare éveillé depuis quelques semaines. «Les profs oublient les enfants. Ça me déçoit. Pire, ça me dégoûte.» Si c'était un plat, il serait pourri...



PLAISIRS

LE DEVOIR, LE VENDREDI 19 NOVEMBRE 1999

MODE

Montréal Mode part avec la Caisse

Jean-Claude Poitras doit certainement avoir neuf vies. Comme un chat. Prêt à rebondir à tout moment. Et à griffer de nouveau une collection de vêtements pour femmes qui se décline dans ses marques Bof! et Qui m'aime me suive. Mieux encore, la toute nouvelle boutique Jean-Claude Poitras vient d'ouvrir, rue Crescent.

CLAUDE-SYLVIE LEMERY

Si Jean-Claude Poitras a pu effectuer ce saut de chat — ça fait au moins trois fois en plus de 25 ans de carrière qu'il perd presque tout et repart à zéro —, il le doit en partie à la toute nouvelle société détenue à 100 % par la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), Montréal Mode.

Née le 14 juin dernier, Montréal Mode annonçait qu'elle allait se consacrer au développement et à la promotion de l'industrie de la mode québécoise. Avec, comme enveloppe de départ, un montant de 30 millions de dollars et deux designers déjà associés à l'entreprise, Chantal Lévesque, de Shan, et Jean-Claude Poitras. Le petit milieu de la mode d'ici — les designers, principalement, car on semblait les interpellier — a pris l'annonce au pied de la lettre et s'est mis à saliver...

L'équipe de Shan se retrouvait donc à former, du jour au lendemain, l'équipe de Montréal Mode, et la designer devenait la présidente de la nouvelle société. En fait, la Caisse avait déjà une participation financière dans Shan.

«*Dans notre portefeuille, c'est Shan qui cheminait le mieux. L'entreprise détenait une notoriété publique, et comme nous recherchions des opérateurs, on s'est tournés vers eux. Mais Mme Lévesque, à titre de présidente, ne possède pas plus d'intérêts financiers dans Shan que dans toute entreprise qui se joindra à Montréal Mode. C'était un élément majeur*», précise le président du conseil et directeur général de la CDPQ, Jean-Claude Scraire.

Quant à Jean-Claude Poitras, il se relevait tant bien que mal, depuis l'été 1998, de la faillite de son ancienne compagnie, Fashion Society Design, dans laquelle la Caisse avait déjà investi 400 000 \$ en 1995.

La fragilité du secteur

«*C'est l'avenir de la mode au Québec qui se joue avec Montréal Mode. Partout dans le monde où les designers réussissent, c'est parce que des sociétés ont cru en eux et ont investi. Ça faisait 15 ans qu'on demandait une telle structure comme celle que nous offre aujourd'hui la Caisse*», dit Mme Lévesque.

Cette structure, dont la première division est basée sur des modèles européens, se décrit, dans ses grandes lignes, comme suit: Montréal Mode International va regrouper une équipe possédant une expertise en gestion, en création, en production et en commercialisation de la mode pour prendre en charge totalement ou en partie des entreprises de mode.

Dans un deuxième temps, Montréal Mode Investissements continuera d'offrir du financement aux entreprises du milieu, comme la Caisse avait commencé à le faire depuis quelques années avec plus ou moins de succès. Le succès de la Caisse, en mode, s'appelait donc Shan. Les autres portefeuilles en mode ont comme noms Dénommé Vincent pour quelque 50 000 \$, Dubuc Mode de vie pour 100 000 \$ et Ike & Dean. Les seuls autres investissements connus à ce jour en mode ont mené à des échecs pour la Caisse: Fashion Society Design avec Jean-Claude Poitras et Lino Catalano, de même que Paradox, Rewind et Studio Thomas Wallace, des compagnies aujourd'hui disparues, peu connues à l'échelle du Québec.

M. Scraire admet la fragilité du secteur. Alors, pourquoi la Caisse tenait-elle à s'y lancer? «*Malgré des échecs, on s'est aperçu qu'il y avait un potentiel énorme. Par contre, on a constaté que les façons de travailler de plusieurs d'entre eux étaient artisanales et que ces entreprises avaient une structure administrative faible, un financement insuffisant et un secteur des ventes inadéquat pour aller à l'exportation. Il fallait donc créer une masse critique plus importante pour se payer tous ces services*», affirme M. Scraire, qui ajoute aux conditions gagnantes de bons coûts de production et un dollar favorable. «*En plus, nous avons des designers en quantité et il y a de bons plans d'affaires à réaliser*».

Jean-Claude Poitras est enchanté par la formule mais il a tenu à mettre des choses au point. «*Des holdings financiers de ce genre existent dans la mode ailleurs au monde et c'est certain que j'y crois. J'ai toujours dit que tant que le milieu des affaires ne nous prendra pas au sérieux et qu'il ne s'intéressera pas à la mode, nous serons condamnés à penser petit. Mais en même temps, je dis qu'il faut laisser le temps à la formule et ne pas espérer que ce projet soit rentable avant trois ans*».

Dans le petit milieu de la mode au Québec, les attentes n'en demeurent pas moins très grandes face à Montréal Mode. «*Mme Lévesque n'aura pas la tâche facile dans la mesure où elle est designer de Shan et en même temps présidente de l'entreprise. Il faudra qu'elle crée un climat de confiance. Ça semble mêlant pour les gens de voir les bureaux de Shan devenir Montréal Mode. Tout semble avoir été fusionné trop intimement*», explique pour sa part Térésa Eloy, consultante en mode et ex-directrice de l'Association professionnelle des designers de mode du Québec.

VOIR PAGE B 3: MODE

Chasseur de paysages

L'ethnologue Yves Laframboise épiluche les villages à la découverte des plus belles images du Québec profond

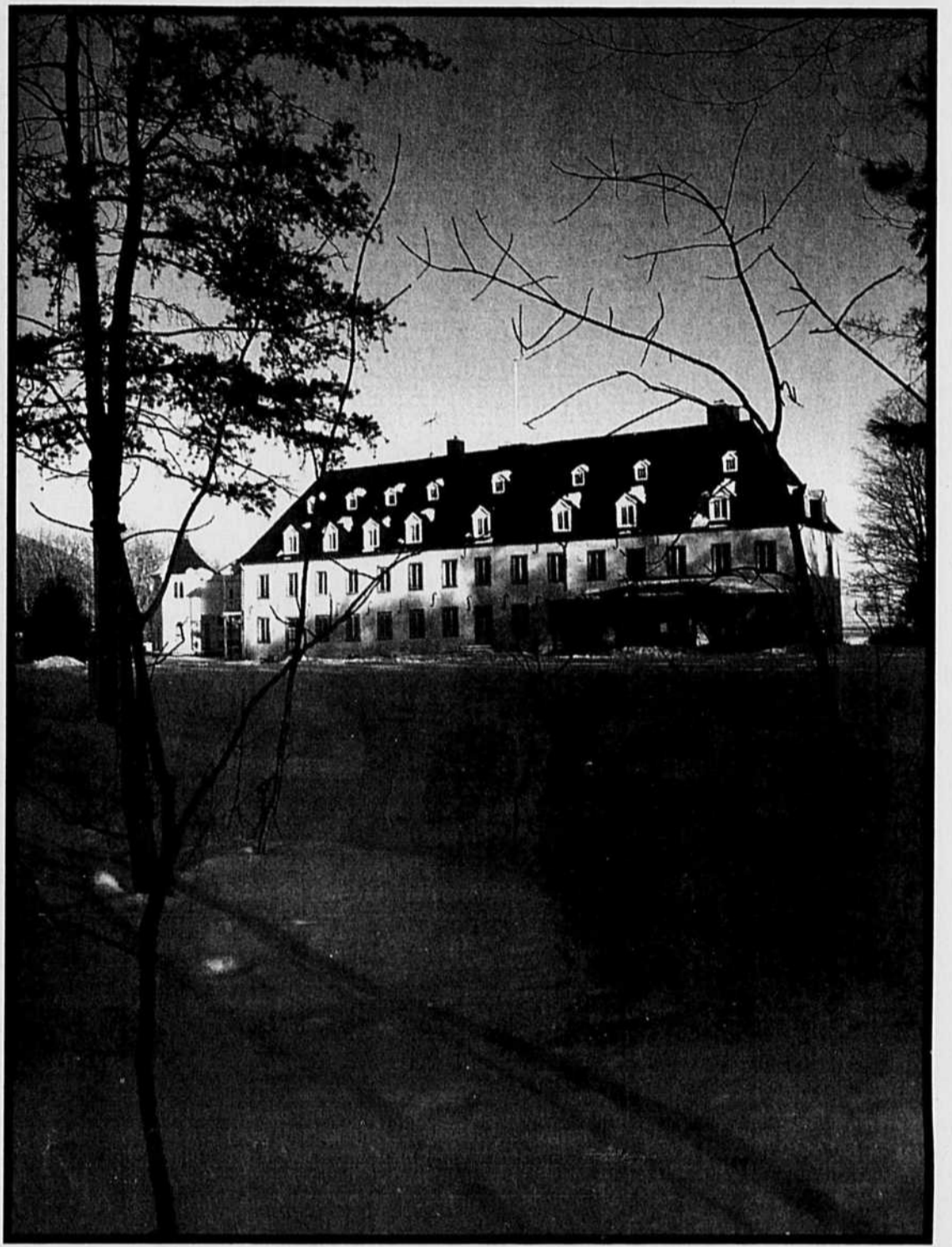
Yves Laframboise est un cas d'espèce: il recherche à plein temps les plus beaux villages et des jours avec son sac à dos afin de trouver les meilleurs points de vue. Sa démarche est tellement appréciée qu'il a un fan club qui suit ses livres à la trace. Petite histoire d'un parcours patrimonial méthodique à la découverte du Québec profond.

JEAN CHARTIER
LE DEVOIR

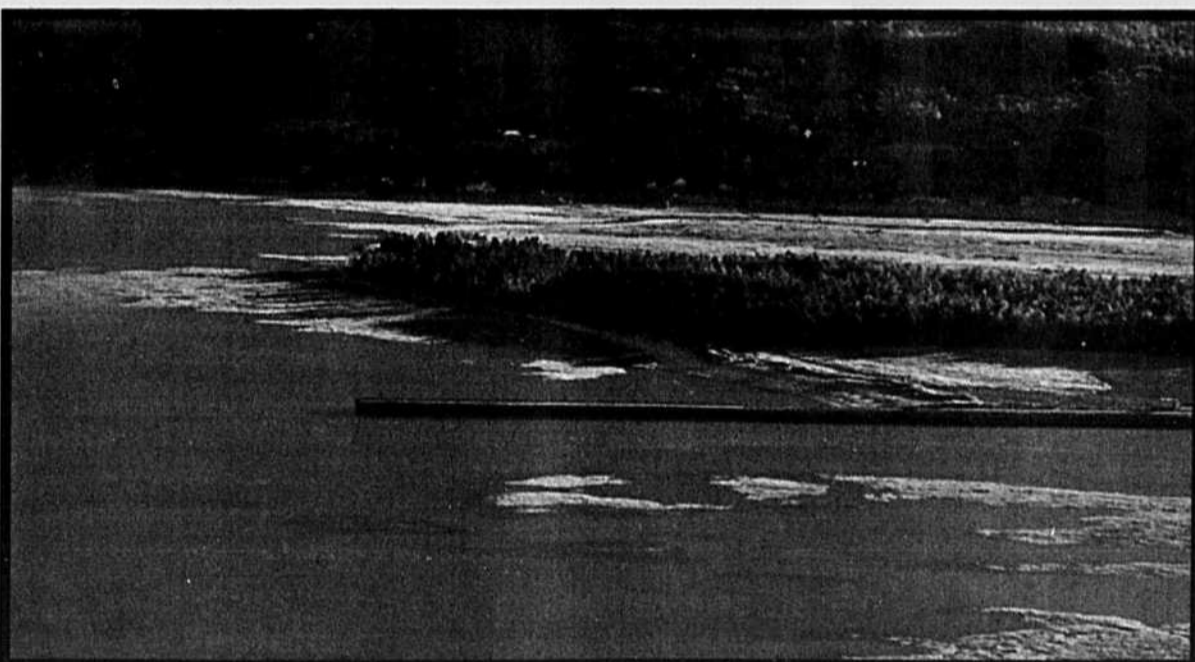
Yves Laframboise a connu un succès de librairie avec son premier livre sur les *Villages pittoresques du Québec*. Il en a vendu 40 000 exemplaires et, dans la foulée de cette publication, l'Association des plus beaux villages du Québec a été mise sur pied. Plusieurs personnes vérifient ses trajets et lui parlent de sites privilégiés pour des photos de villages. Au Salon du livre de Sherbrooke, une dame lui a confié: «*Je voyage à travers vos livres, autrement je n'en ai pas les moyens*».

Yves Laframboise remet ça avec *Circuits pittoresques du Québec*, aux Éditions de l'Homme, pour lequel il a poussé le perfectionnisme jusqu'à escalader les collines pour dénicher les bons points de vue. Car il prend lui-même ses photos, à l'exception des clichés aériens confiés à Pierre Lahoud. L'ethnologue a développé une expertise unique après avoir été consultant pour des municipalités afin de mettre en valeur leur patrimoine. Et il a mené des études de classement de monuments historiques.

Pourtant, Yves Laframboise est originaire de Montréal, ses parents habitaient rue Château-



Le château Bellevue, construit en 1776, à Cap-Tourmente. Les photos sont tirées de *Circuits pittoresques du Québec*, Yves Laframboise, Éditions de l'Homme, 1999.



Le quai de Baie-Saint-Paul et la grande baie dans laquelle se jette la rivière du Gouffre.

briand, près de Crémazie; il raconte même qu'il a été confirmé à la paroisse Saint-Alphonse par le cardinal Léger. Son père était camionneur pour la brasserie Dow et lui, il aurait dû faire la même chose. Mais il est allé en France et, à son retour, s'est inscrit à la maîtrise en histoire de l'art à l'UQAM. Son mémoire portait sur les tailleurs de pierres. Puis il a participé aux grands inventaires de Georges-Émile Lapalme sur les plus beaux rangs, avec 80 bouquins d'archives du ministère de la Culture, et sur l'histoire des comtés, en autant de volumes.

Il a été chef adjoint des recherches archéologiques du gouvernement fédéral au Québec avant de fonder Histart, une compagnie qui a réalisé l'étude sur la mise en valeur de la grave des îles de la Madeleine. Bref, l'auteur a frayé avec le patrimoine avant d'écrire ses livres. C'est ce qui fait sa richesse. Car Yves Laframboise vérifie tout. Il a pris 5000 photos pour son dernier livre et continue de chercher les meilleures perspectives.

«*Ma base, c'est Québec*» Mais il se défend d'agir

en touriste. Pour lui, sa tâche ressemble à celle d'un chasseur de safari. «*Je suis infernal dans un paysage. Je cherche les points de vue, et surtout pas le dimanche après-midi... J'ai une banque d'images des paysages culturels du Québec. Ce qui m'intéresse, c'est l'architecture populaire, pas les grandes églises, mais la maison vernaculaire*».

Préférences et réserves

Manifestement, Yves Laframboise a un faible pour les Cantons-de-l'Est. Dans ses deux livres, il commence par cette région à laquelle il accorde une centaine de pages. Mais il considère que la région de Québec a des paysages aussi intéressants. Dans l'Est, ils sont plus grandioses mais le bâti est catastrophique. Dans Charlevoix aussi, ce sont les paysages naturels qui l'intéressent, pas le bâti: «*C'est pauvre, le bâti. D'ailleurs, la colonisation ne remonte qu'au milieu du XIX^e siècle; il n'y a pas de pierres, que du bois. Dans Charlevoix, le paysage bâti est abîmé*». Il craint que le tourisme ne transforme cette région en une nouvelle Gaspésie.

Car le pire, selon lui, reste la Gaspésie, en raison de la surchauffe commerciale. Il l'exclut de ses livres, de même que la Côte-Nord. L'intégration des paysages grandioses avec le bâti n'y est pas réussie, contrairement à l'Europe par exemple, tranche-t-il. Il y a une timide tentative de redressement mais le processus demeure laborieux. Pourtant, il a travaillé au dossier de Percé pour la préservation du noyau villageois, un combat éminemment difficile.

«*Certes, la Gaspésie n'a pas de chance: l'agriculture s'est effondrée et la pêche est à l'abandon, ce qui a des conséquences sur l'architecture domestique. Car les gens n'ont pas les moyens d'entretenir le bâti. Alors la région est devenue le royaume du déclin et du plastique. Les gens remplacent le bardeau par du vinyle, et les cornières sur les bâtiments anciens ont disparu*».

Aux îles de la Madeleine, c'est la même chose: «*On construit de petites boîtes avec du déclin en bois et un toit en bardeaux d'asphalte. Pourquoi ne pas y organiser un concours d'architecture, avec les caractéristiques anciennes?*»

Et les Laurentides? L'auteur les évite dans ses livres. «*C'est un massacre complet. On a construit des chalets suisses à la place de maisons anciennes*». Même la Beauce lui paraît saccagée. «*Il a fallu que j'aille dans les hauts plateaux pour en retrouver une intégrité moyenne*».

Par contre, il a un faible pour les *monadnocks*, le pays des pitons rocheux, de Rivière-Ouelle à Notre-Dame-du-Portage. Ces affleurements rocheux apparaissent dans des paysages agraires et maritimes qui se touchent, à Saint-Denis-de-la-Boutillerie et à Kamouraska, conservés dans leur intégrité. En outre, chaque village a un noyau portuaire. C'est vrai également à Saint-Simon et à Saint-Fabien-sur-Mer.

Globalement, l'ethnologue Laframboise note une évolution positive mais qui ne se fait pas avec des lois patrimoniales. Il s'agit plutôt des effets de la Loi sur le zonage agricole et de la loi sur les impacts environnementaux. Autrement dit, il n'attribue pas cette amélioration au ministère de la Culture.

D'ailleurs, l'amendement de la Loi sur les biens culturels a transmis aux municipalités le pouvoir de citer des bâtiments: «*Lorsque les 15 personnes dans la salle du conseil municipal parlent contre le patrimoine, il est difficile pour le maire de protéger les bâtisses anciennes. Il lui faut être très décidé. Pourtant, c'est au bureau de l'inspecteur municipal que se fait la gestion du patrimoine au jour le jour*».

Cahier spécial

publié le samedi 27 novembre 1999

Prix du

Québec

Date de tombée: le vendredi 19 novembre 1999 LE DEVOIR

LE DEVOIR LES SPORTS

EN BREF

Lutte antidopage du CIO: la Norvège se dit «sceptique»

Oslo (AFP) — Le gouvernement norvégien s'est déclaré hier «sceptique» sur l'efficacité de la lutte antidopage au niveau du Comité international olympique (CIO) et a réaffirmé que le problème devait être traité sur le plan national.

Euro 2000: Allemagne et Espagne désignées têtes de série

Paris (AFP) — L'Allemagne et l'Espagne ont été désignées têtes de série de la phase finale du Championnat d'Europe des nations 2000, du 10 juin au 2 juillet, rejoignant la Belgique et les Pays-Bas, pays organisateurs, indiquant hier un communiqué de l'Union européenne de football (UEFA).

Un trophée Payne Stewart

Ponte Vedra Beach (AFP) — Moins d'un mois après son décès, les responsables de l'Association professionnelle de golf (PGA) ont décidé mercredi la création d'un trophée annuel Payne Stewart.

Martinez a reçu plus de votes de première place

Ivan Rodriguez, joueur par excellence

ASSOCIATED PRESS

New York — Le receveur Ivan Rodriguez, des Rangers du Texas, a créé la surprise en étant choisi le joueur par excellence dans la Ligue américaine même si Pedro Martinez, des Red Sox de Boston, a obtenu plus de votes de première place.

Rodriguez, qui a maintenu une moyenne de .332, frappé 35 circuits et produit 113 points, a récolté sept votes de première place et 252 points au scrutin de l'Association des chroniqueurs de baseball d'Amérique.

Martinez, qui a mérité le Cy Young remis au meilleur lanceur après avoir affiché un dossier 23-4, une m.p.m. de 2,07 et 313 retraits au bâton, a obtenu huit votes de première place et 239 points.

Il s'agit du scrutin le plus serré depuis

1996 pour l'obtention du titre de joueur par excellence. Rodriguez avait alors perdu par trois points, 290-287, contre son coéquipier des Rangers, Juan Gonzalez.

Rodriguez n'est que le quatrième joueur à être choisi sans obtenir le plus de votes de première place. Les autres sont Hal Newhouse, des Tigers de Detroit en 1944, Roger Maris, des Yankees de New York en 1960, et Roberto Clemente des Pirates de Pittsburgh en 1966.

Les chroniqueurs choisissent dix joueurs et Rodriguez a gagné le scrutin parce que son nom a été inscrit sur les bulletins des 28 chroniqueurs. Martinez a été ignoré par deux journalistes: George King du New York Post et La Valle Neal, du Minneapolis Star Tribune.

Rodriguez a obtenu six votes de seconde

place, sept de troisième, cinq de cinquième, deux de sixième et un de septième. Martinez, lui, a reçu six votes de deuxième place, quatre de troisième, un de quatrième, deux de cinquième, deux de sixième et trois de septième.

Le frappeur désigné des Rangers, Rafael Palmeiro, a terminé cinquième, suivi par le joueur d'arrêt-court des Yankees de New York, Derek Jeter, et le joueur d'arrêt-court des Red Sox de Boston, Nomar Garciaparra.

Un vote de première place valait 14 points, un vote de deuxième, neuf, de troisième, huit, et ainsi de suite.

Rodriguez a présenté la meilleure moyenne par un receveur de la Ligue américaine depuis Bill Dickey, des Yankees, auteur d'une moyenne de .362 en 1936. Il est le premier receveur de la Ligue américaine à frapper pour .300 et atteindre la centaine pour les points marqués (116) et les points produits. Il a harponné 39 des 72 coureurs qui ont tenté de voler contre lui, une moyenne de 54 %.



Predators 6, Canadien 1

Le Canadien a baissé les bras

Blessé à une épaule, Saku Koivu sera absent pour les trois prochains mois

PRESSE CANADIENNE

Nashville, Tennessee — Le Canadien ne pouvait conclure son premier quart de saison de pire façon, hier soir, au Gaylord Entertainment Center de Nashville.

Avant même le début de la rencontre, le Tricolore a appris que son capitaine Saku Koivu devra rater les 12 prochaines semaines en raison d'une blessure à l'épaule gauche.

La soirée s'est terminée par une défaite de 6-1 face aux Predators, une formation qui n'a pas deux ans d'existence. Le supplice du Canadien s'est même prolongé d'une quinzaine de minutes en fin de troisième lorsqu'un panneau de la baie vitrée a volé en éclats.

Il y a un an, le Canadien avait récolté 16 points après 20 matchs. Douze mois plus tard, la troupe d'Alain Vigneault n'a pu faire mieux que 12 points dont un a été obtenu après une défaite en prolongation selon les nouveaux règlements de la LNH.

Hier, le Canadien a été dominé par une équipe rapide, encouragée par un public enthousiaste. Le Tricolore a souvent paru désespéré, même à cinq contre cinq.

Robert Valicevic, deux fois, Cliff Ronning, Kimmo Timonen, lors d'un tir de pénalité, Scott Walker et Mark Mowers ont marqué les buts des Predators. Trois de leurs buts ont été réussis en désavantage numérique. Jeff Hackett a cédé son filet à José Théodore après le cinquième de Nashville. Karl Dykhuis a privé Mike Dunham d'un jeu blanc.

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

Table with columns: Team, G, P, N, NR, Bp, Bc, Pts. Rows include Ottawa, Toronto, Boston, Buffalo, Montréal, Philadelphia, New Jersey, Pittsburgh, NY Rangers, NY Islanders, Florida, Carolina, Washington, Tampa Bay, Atlanta.

ASSOCIATION DE L'OUEST

Table with columns: Team, G, P, N, NR, Bp, Bc, Pts. Rows include Detroit, St. Louis, Nashville, Chicago, Vancouver, Colorado, Edmonton, Calgary, Los Angeles, San Jose, Phoenix, Anaheim, Dallas.

Hier

- N.Y. Rangers 3 Boston 5
San Jose 4 Ottawa 1
Dallas 1 Philadelphia 1
Pittsburgh 1 Tampa Bay 2
Florida 0 St. Louis 3
Montréal 1 Nashville 6
Phoenix à Los Angeles

Aujourd'hui

- Caroline à Washington, 19h
Buffalo à Atlanta, 19h30
N.Y. Islanders au Colorado, 21h
Detroit à Calgary, 21h
Chicago à Anaheim, 22h30

Téléphone: 985-3322

LES PETITES ANNONCES

Télécopieur: 985-3340

I.N.D.E.X REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
300 • 399 MARCHANDISES
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

Conditions de paiement: cartes de crédit



101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

REPENTIGNY, 1144, rue Cuvillier, multi-paliers, coin de rue, construction 90, aire ouverte et toit cathédrale, autres 3 c.c. à l'étage, maintenant 2 grandes c.c., belle s.b. attenant, s-sol fini, Fenêtres PVC neuves, céramique italienne salon et s. à m., garage 26 pi. prof., piscine h.t., système d'alarme. Coût construction et rénovation plus de 135 000\$. Vente en bas de l'évaluation. Aubaine: 109 000\$. Propriétaire: (450)582-0247.

ROSEMONT, pour professionnel. Triplex de luxe, boiseries, impeccable, 1 x 13 1/2, 2 x 7 1/2. Revenu potentiel: 41 520\$. Prix: 350 000\$. 729-2004.

ST-BRUNO, maison pleine de charme, chaleureuse et confortable, dans le secteur «Sommet Trinité», grand terrain bien aménagé. Intimité et paix. Taxes basses. (450)461-1709 ou 653-7611.

103 CONDOMINIUMS CO-PROPRIÉTÉS

ANGUS, condo, vaste 4 1/2, 1 1/2 pieds carrés, garage. Secteur paisible, parc. 110 000\$. (514)522-4241.

CHATEAU DECELES Grand 3 1/2, 2 salons, piscine, garage. Prix 115 000\$. Me Fortin. 738-6994.

ELEGANT 4 1/2, près U. de M., avec vue spectaculaire. 75 000\$. Richard Labrosse. Sutton Immobilier. 272-1010.

135 TERRAINS

PRES ESTEREL, 50 min. Laval, terrain 0.055 p.c., poss. érablière, salle de réception, usage piscicole. (450)228-4424.

140 PROPRIÉTÉS DEMANDÉES

RECHERCHE maison ancestrale sur ferme, avec ruisseau, 1 heure de Montréal maximum. Vente privée de l'État. Dossier #547, 2050 De Bleury, 9e étage, Montréal, Qc H3A 3M9.

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

3431, CHAPLEAU 7 1/2 chauf. 2e, planchers au cristal, rénové, moderne, face au parc Bidwin, piscine municipale. Tranquille. 850\$/m. 521-3552.

AHURISSANT! A vous d'en profiter. 4 1/2, 5 1/2 rénovés, chauffés, eau chaude, poêle, frigo, lave-vaisselle, laveuse, sècheuse. A partir de 450\$. 683-4056.

DISCRIMINATION INTERDITE

«La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.»

HAUT DUPLEX 5 min. métro Jarry, 6 1/2, 2 salons obles, 1 ch. fermée, tr. propre. 575\$/m. Libre 1 jan. 2000. 385-9238 (après 19h).

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

LAVAL, luxueux 5 1/2, 3 c.c., haut de duplex, occupation immédiate, stationnement. 5805 (450)663-7969.

METRO Henri-Bourassa et St-Denis, 3 1/2, chauf., planchers bois, eau chaude, poêle/frigo, frais peint. 735-0462.

METRO SNOWDON - 4935 Queen Mary, app. 104. Grand 3 1/2, 425\$. Inf.: Réjean. 339-6545(page1).

N.D.G., village Monkland, haut duplex, très gr. 7 1/2, impeccable, 3 c.c. + 1 bureau, boiseries, foyer, portes françaises, s.-s. et garage. 1 000\$/ter jan. 486-9278.

NOUVEL AN SUR MONTRÉAL Superbe appart. rue Esplanade (Bernard/Van Horne), 2 ch., pr. métrobus. Libre 17 déc. - 21 janv. Réf. 500\$/sem. (514)495-4554.

PARC LAFONTAINE (Le Dauphin), studio meublé, 11e, vue stade, piscine, salle d'exercice. 405\$. 596-1305.

QUÉBEC - Vieux-Port, 3 1/2, aire ouverte, cachet, cour int., stat., poêle/frigo, 425\$. (418)694-9566, (418)692-4609.

FACE A PARC condo ensoleillé, équip. mezzanine, terrasse. Stat. Prox. métro Sauvé. Non-fum. Réf. 355\$. (514)393-8394.

PARIS 17e, 2 pièces, cuis., s.b., ascenseur, moderne, confortable. 1 à 4 pers., sem./mois. 842-3573.

PARIS MONT-PARNASSE et BASTILLE. Condos 2 1/2 sem. et longue durée. Grand et beau confort. (514)352-1059.

170 HORS-FRONTIÈRES À LOUER

PARIS-CENTRE. Charmant 2 pièces tt équipé, 600\$/sem. Photos disp. (514)598-7561

PLEIN COEUR PARIS (1er). Beau studio meublé, clair, calme. Cuis. équipée, 2 lits dbl. Loc. 2 nuits à 1 mois. Fax: 011 33 2 38 97 49 91 ou caroitheot@emtel.fr

Paris XVème, coin Lecourbe et Convention, 2-3 pièces rénové, tout équipé, semaine ou mois. Immeuble Art Déco, rue très calme. (450) 465-9014.

ROME, charmant studio, meublé, divan-lit 2 places. Quartier Monteverde Vecchio près de Villa Pamphili. 850\$/sem. 011 39 05 58 34 08 85 ou (418)649-2400 #5018 (gr)

175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

BROMONT - GRANDE MAISON ancienne, rénovée, vue exceptionnelle, cuis., s. à manger, salon, 5 ch., 3 s.b., 5 min. pistes de ski. Déc. - avril: 7 500\$ (chauffé). (514)735-3433, (450)777-5518.

ESTRIE. Domaine privé, 200 acres - 7 ch., grde salle réception, confort, équipé. Paisible, ski fond, 10 min. Mont Joie. (450)647-4611.

ILES DE LA MADELEINE, maison restaurée, Dune-du-sud, confort total. Libre jusqu'en juin. 844-8994, (418)969-2465.

ILES-DE-LA-MADELEINE Maison 2 étages, emplacement et ensoleillement optimaux, restaurée avec goût, toute équipée. Libre immédiat 200\$/sem., 300\$/mois. (819)868-4236 soir ou message.

XVe, superbe appart., 3 1/2, meublé ancien, t. équipé, pour 2-4 pers., parc. Disp. sem./mois. (450)968-0262.

2 1/2, 4 1/2, Xie et Issy. Près métro et RER. 735-6623.

LA FRANCE AUTREMENT: Vaste choix de maisons, gîtes ruraux et appartements à louer dans la plupart des régions françaises. Jean-Claude Dubord Voyages Quorum (514)786-4630

PARIS XIXe, près de La Villette, 2 pièces, cuis., s.b., ascenseur, moderne, confortable. 1 à 4 pers., sem./mois. 842-3573.

PARIS MONT-PARNASSE et BASTILLE. Condos 2 1/2 sem. et longue durée. Grand et beau confort. (514)352-1059.

176 CHALETS À LOUER

AUSTIN, près St-Benoit-du-Lac, bord lac Memphrè, 20 min. Owl's Head, Oxford Mt Glen, Foyer, 3 c.c., dans boisé tranquille. 1er déc./1er anil. 6 500\$. (819)348-9209.

LAC PATRICK, Laurentides, 4 c.c., foyer, tout équipé, si de fond, très beau paysage. Sem./mois/saison. (514)486-6151.

LANAUDIÈRE, 1 1/2 h. de Mt. à la sem. Chalet en bois rond près ruisseau faunique. Toutes commodités. (450)835-2999.

VAL DAVID, spacieux, 3 c.c., foyer, ski et montgnes, 800\$/sem., (450)666-2901, devortex@videotron.ca

177 GÎTES, SÉJOURS ET COUETTE/CAFÉ

PETITE PENSION DE CAMPAGNE (Canton de Dunham) offre gîte (court/long séjour), habitation et environnement uniques: site panoramique, pistes ski à prox., etc. (450)295-2069.

185 CHAMBRES

JOLIE CHAMBRE près métro Laurier, vue sur parc. Apt. avec foyer. Pour femme. Pied-à-terre pour semaine, litème. 250\$/m. 272-5918.

PETITE CHAMBRE A LOUER 9 x 9, 2 garde-robres, meublé, tranquille, métro Mont-Royal, non-fumeur, aimant les jeunes enfants (1), 2805 tout compris. 528-0716 matin, entre 9h et 11h.

251 BUREAUX À LOUER

COURS LE ROYER. A partager, 3 bureaux entier, meublés. Libre. Idéal pour prof. 844-7133.

VIEUX-MONTRÉAL, charmant air, ascenseur, métro Square Victoria, parking, 400 p.c. à 1 200 p.c. 849-5411 ou William 731-9490; 430 Ste-Hélène.

301 OEUVRES D'ART

ACHETERAIS tableaux de peintres canadiens renommés: Lemieux, Riopelle, Dallaire, Borden, Suzor-Côté, Fortin, Gagnon, Cosgrove, Pilot, Bush, Coburn, Vermer, Suzanne Bergeron. Toute réponse traitée confidentiellement. Le Devoir, Dossier #547, 2050 De Bleury, 9e étage, Montréal, Qc H3A 3M9. Réponse assurée.

ACHETERAIS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450)466-8920.

O. LEDUC, RHEAUME, DUGUAY, RIOPELLE, CONTANT. 735-4192

307 LIVRES / DISQUES

ACHETONS livres. Service à domicile. 274-4659

318 MOBILIER DE BUREAU ET ACC.

LIQUIDATION + de 300 bureaux, chaises, filières, neufs/usagés. 685-4051. Les Aménagements F.B. Inc.

325 INSTRUMENTS DE MUSIQUE

ACHETERAIS piano à queue en bonne condition et aussi vieux violon. Photo et description à: Le Devoir, Dossier #547, 2050 De Bleury, 9e étage, Montréal, Qc H3A 3M9. Toute réponse sera traitée confidentiellement.

420 SECTEUR VENTE

VTC Canada cherche des représentants pour les diverses régions du Québec. Bonus + revenu à long terme. Inf.: (514)744-0568

445 GARDERIES GARDIENNE

PETITE FILLE de 5 mois résidant sur le Plateau (parc Lafontaine) recherche une gardienne avec expérience pour la garder à temps plein à compter janvier 2000. Non-fumeuse, capable de s'adapter à des horaires variables. Références sérieuses exigées. 527-7973.

450 EMPLOIS DIVERS

TRADUCTEURS Vers le français. Français impeccable. Diplôme universitaire. Expérimenté. Word Perfect MS Word. 43 000\$/par année. Traductions doivent être effectuées à nos bureaux de TORONTO (416)975-5252 poste 305.

450 EMPLOIS DIVERS

MA PROSTATE CHÉRIE Un livre incontournable pour les hommes au dessus de 50 ans. \$22.00 info: Debutet (514)932-1530 * commande par fax (514)939-0709 * Master Card ou chèque adressé à Photomédec 1209 Guy, Montréal, H3H 2K9.

575 DÉMÉNAGEMENTS

ARTISAN - DÉMÉNAGEUR Courtois, ponctuel, attentionné VINCENT SCALLON, 948-9553

GILLES JODOIN TRANSPORT INC Déménagements de tous genres. Spécialité: Appareils électriques. Assurance complète. 253-4374.

COTÉ-DÉRAICHE, MIGNONNE 1922-1999

Le 17 novembre 1999, à l'Hôtel-Dieu de Montréal, où elle avait oeuvré pendant plusieurs années à titre de bénévole, est décédée Mme Mignonne Côté-Déraiche, épouse de feu Wilfrid Déraiche. Elle laisse dans le deuil sa fille Michèle (Michel Gay), ses deux petits-enfants, Chloé et Julien Déraiche, sa nièce Claudette Langlois et ses proches, ainsi que ses amis, dont celles du Manoir Outremont.

La famille accueillera parents et amis vendredi, 19 novembre, de 16 à 20h, au salon Urgel Bourgie, 3860 rue Décarie, à Montréal. Les funérailles auront lieu samedi, 20 novembre, à 10h, à l'Église Notre-Dame-de-Grâce.

Les sympathies peuvent être exprimées par un don à la Fondation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, 1034, rue Saint-Urbain, Montréal (Québec) H2X 3J2.

450 EMPLOIS DIVERS

RECHERCHE jeune homme pour travailler dans commerce établi à Toronto. Doit être propre, honnête, bonne apparence et avoir l'esprit ouvert. Notion de l'anglais un atout. Logé, nourri. Toute réponse sera traitée confidentiellement. Envoyez c.v. à: Le Devoir, Dossier #547, 2050 De Bleury, 9e étage, Montréal, Qc H3A 3M9. Réponse assurée.

529 SERVICES PROFESSIONNELS

PSYCHANALYSE FREUDIENNE Cabinet indépendant rue Rachel/Parc Lafontaine. 514-947-9763.

530 COURS

ANGLAIS INTENSIF Maltrise McGill. 1990, T.E.S.L., privé, semi-privé. 849-5484.

540 SANTÉ

MA PROSTATE CHÉRIE Un livre incontournable pour les hommes au dessus de 50 ans. \$22.00 info: Debutet (514)932-1530 * commande par fax (514)939-0709 * Master Card ou chèque adressé à Photomédec 1209 Guy, Montréal, H3H 2K9.

575 DÉMÉNAGEMENTS

ARTISAN - DÉMÉNAGEUR Courtois, ponctuel, attentionné VINCENT SCALLON, 948-9553

GILLES JODOIN TRANSPORT INC Déménagements de tous genres. Spécialité: Appareils électriques. Assurance complète. 253-4374.

DÉCÈS

COTÉ-DÉRAICHE, MIGNONNE 1922-1999

Le 17 novembre 1999, à l'Hôtel-Dieu de Montréal, où elle avait oeuvré pendant plusieurs années à titre de bénévole, est décédée Mme Mignonne Côté-Déraiche, épouse de feu Wilfrid Déraiche. Elle laisse dans le deuil sa fille Michèle (Michel Gay), ses deux petits-enfants, Chloé et Julien Déraiche, sa nièce Claudette Langlois et ses proches, ainsi que ses amis, dont celles du Manoir Outremont.

La famille accueillera parents et amis vendredi, 19 novembre, de 16 à 20h, au salon Urgel Bourgie, 3860 rue Décarie, à Montréal. Les funérailles auront lieu samedi, 20 novembre, à 10h, à l'Église Notre-Dame-de-Grâce.

Les sympathies peuvent être exprimées par un don à la Fondation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, 1034, rue Saint-Urbain, Montréal (Québec) H2X 3J2.

695 AUTOMOBILES

PONTIAC Sunbird 92, L.E., jantes en aluminium, climatiseur, vitres électrochromes, régulateur de vitesse, 165,000 km. 3,500\$. Sébastien: 985-3317.

VOLKS JETTA 95, noire, 4 portes, toit ouvrant, 5 vitesses, manuelle, 11,000\$. 724-5751

MÊMES PROBLÈMES UNE SOLUTION LA SOLIDARITÉ

(514) 257-8711 2150 Avenue de l'Éclaircie

1 800 567-ACDM

Donner, c'est leur redonner espoir

Groupement La Maladie

MOTS CROISÉS

Grid for crossword puzzle with numbers 1-12.

HORIZONTALEMENT

- 1- Écrivain français (1816-1887). — Renard.
2- Cavité dans le canal excréteur d'une glande. — Picholine.
3- Éruption cutanée. — Période.
4- Chardons épineux. — Bronzée.
5- Bugle à fleurs jaunes. — Coquillard.
6- Chirurgie du larynx. — Lithium. — Vichy.
7- À la mode. — Masturbation. — Pronom.
8- Citadin.
9- Bavarde. — Parente.
10- Tout-petit. — Venu au monde. — Crin.
11- Venelle. — Ensemble des animaux d'une région.

VERTICALEMENT

- 1- Petite faucille. — Brome.
2- Scribouilleur. — Bingo.
3- Garnir de verre. — Bédouin.
4- Badiane. — Monnaie nipponne. — Assaisonnement.